

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°44 - semaine du 6 au 12 novembre 2020

Résumé

Afghanistan : Présentation au Parlement du projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 2021.

Bangladesh : L'aide étrangère atteint 1,45 Mds\$ entre juillet et septembre 2020. L'IFC accorde un nouveau prêt de 25 M USD au groupe Pran-RFL. Le nombre d'utilisateurs de l'internet franchit la barre des 110 millions. Banques – dégradation de la situation financière des succursales du réseau national.

Bhoutan : Subvention de 3 M USD de la Banque asiatique de développement pour un projet pilote d'énergie renouvelable alternative

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Moody's anticipe désormais un recul de 8,9% de l'économie indienne au cours de l'année civile 2020, contre une prévision antérieure d'une contraction de 9,6%. Nouvelle hausse marquée des prix en octobre. Redressement de la production industrielle, en croissance de 0,2% en g.a en septembre.

Finances publiques : Nouvelles annonces de la ministre des Finances dans le cadre d'un «Atmanirbhar Bharat 3.0» (programme Self Reliant India 3.0). Le gouvernement étend le programme d'incitations liées à la production (PLI) à 10 secteurs supplémentaires.

Secteur bancaire : Légère embellie pour les banques. Les crédits bancaires en hausse de 5,1 % en g.a. et les dépôts de 10,1 % en g.a. fin octobre.

Autres informations : Publication de l'*Interstate Migrant Policy Index* pour 2019.

Maldives : Notation souveraine dégradée à « CCC » par Fitch. Assouplissement des conditions de délivrance des visas de résidence pour les investisseurs étrangers. Interdiction des plastiques à usage unique d'ici à 2023.

Népal : Multiplication par six des prêts en retard de paiement accordés par les institutions de microfinance lors du confinement. Contraction du déficit commercial de 15,1% au premier trimestre 2020/21 (mi-juillet à mi-octobre). Seulement 18% du total des touristes de 2019 pour les dix premiers mois de l'année 2020.

Pakistan : Le niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale demeure stable en octobre. Progression de la collecte fiscale sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021). Forte hausse des ventes de ciment sur les quatre premiers mois 2020/21. La reprise du marché automobile se confirme sur les quatre premiers mois 2020/21.

Sri Lanka : Assouplissement des normes de comptabilité des banques en matière de prêts. Extension pour 5 ans de l'aide indienne pour le développement de projets locaux. Niveau stable de l'inflation en octobre à 4%.

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **Présentation au Parlement du projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 2021.** Ce projet pour l'exercice budgétaire 2021 (exercice 1400) prévoit une enveloppe globale de 452 Mds AFN (5,85 Mds USD), dont 296 Mds AFN alloués au budget ordinaire et 153 Mds AFN à celui pour le développement. Ces deux volets seront financés à hauteur de respectivement 73 % et 10 % par des revenus domestiques.

Il s'agit du dernier budget préparé sur la base des engagements formulés lors des Conférences de Bruxelles et de Genève. L'exercice apparaît particulièrement contraint dans un contexte de hausse des dépenses et de réduction de l'aide étrangère dont l'Afghanistan reste très dépendant. Celle-ci compte en effet pour 43% du PIB et 75% des dépenses publiques.

BANGLADESH

- **L'aide étrangère atteint 1,45 Mds\$ entre juillet et septembre 2020.** Durant les trois premiers mois de l'exercice budgétaire en cours ouvert le 1^{er} juillet dernier, le Bangladesh a reçu 1,38 Mds\$ de prêts et 60,3 M\$ de dons de l'étranger, contre 931 M\$ sur la période comparable de 2019 (+55% en glissement annuel), d'après l'*Economic Relations Division* (MOF). Les principaux prêteurs sont le Japon (555,4 M\$ incluant un appui budgétaire), la Banque mondiale (330 M\$), la Chine (246 M\$) et la BAsD (201 M\$).

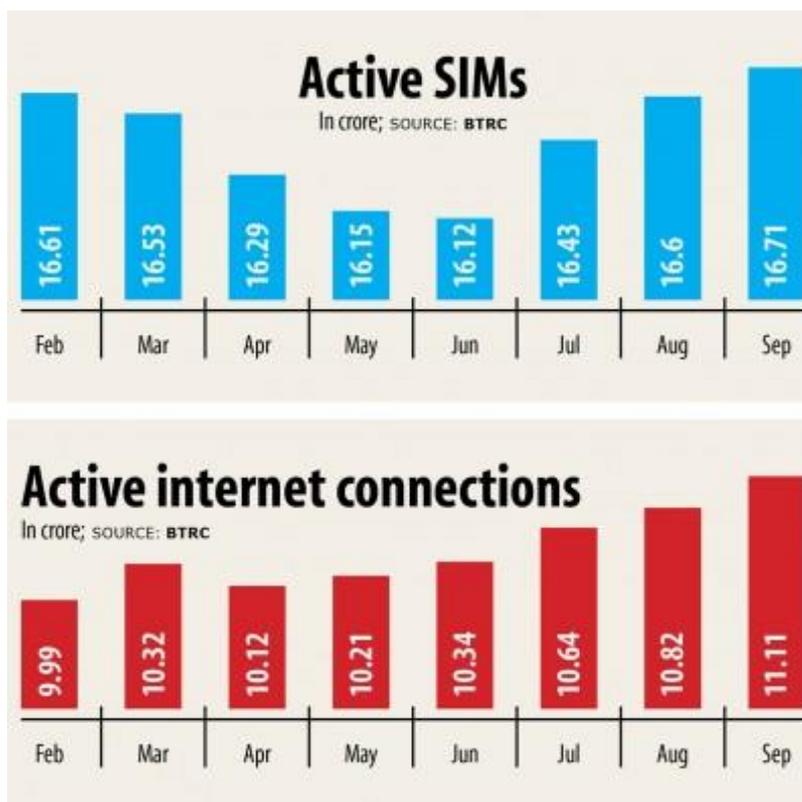
Lors de l'exercice 2019-20, l'aide étrangère avait atteint son plus haut niveau depuis l'indépendance du pays en 1971. Le Bangladesh avait reçu 7,12 Mds\$ de prêts (6,85 Mds\$) ou dons (276 M\$) de l'étranger, contre 6,2 Mds\$ en FY19 et 6,37 Mds\$ en FY18.

- **L'IFC accorde un nouveau prêt de 25 M USD au groupe Pran-RFL.** L'IFC a ouvert en mars dernier une enveloppe de 8 Mds USD en procédure accélérée (*fast track financing*) pour soutenir les entreprises privées des pays en développement ; 4 Mds USD de prêts ont à ce jour été accordés dont la moitié au bénéfice des pays les plus fragiles. Le groupe PRAN-RFL a ainsi obtenu début novembre un prêt de 25 M\$ pour sa filiale de transformation de fruits et légumes Mymensingh Agro ; il vient compléter deux autres prêts accordés en 2018 pour un total de 35 M\$. L'un des principaux conglomérats de l'agro-alimentaire, PRAN vient d'annoncer d'importants investissements (10 M€) dans sa nouvelle zone industrielle Barendra Industrial Park ouverte en 2017 à Godagari/Rajshahi, pour y produire des pâtes alimentaires et des produits surgelés. BIP emploie actuellement jusqu'à 1500 salariés en haute saison, et vise une cible de 5000 emplois locaux.

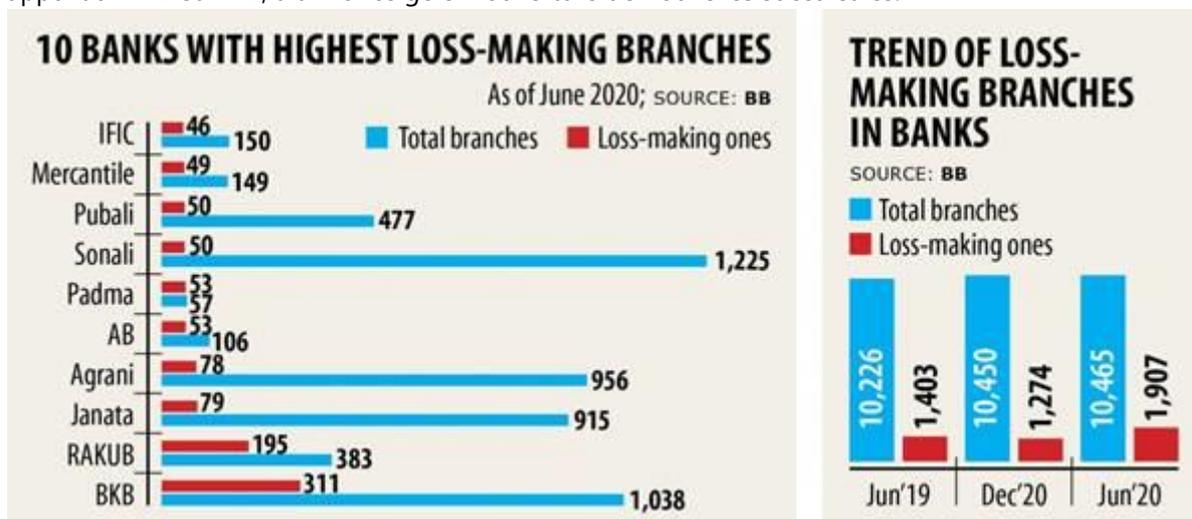
Au total, PRAN emploie plus de 100.000 personnes dans un parc de 23 usines dans 16 localités, et reste l'un des principaux exportateurs de produits agroalimentaires du pays.

- **Le nombre d'utilisateurs de l'internet franchit la barre des 110 millions.** Selon le régulateur *Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission*, le pays comptait plus de 110 millions d'utilisateurs de l'internet en septembre dernier. En glissement annuel, la progression est de 13% pour les utilisateurs d'internet, dont 102,5 millions utilisent leur téléphone cellulaire, et les autres (8,65 M) des F.A.I. privés ou les réseaux publics commutés (PSTN ou *Public-Switched Telephone Network*). Le Bangladesh avait également 167,1 millions d'abonnements cellulaires en septembre (+2,3% en glissement annuel), dépassant le niveau atteint en février avant la pandémie de la Covid-19 (166,1 M). Le secteur reste dominé par deux opérateurs étrangers : GP (GrameenPhone) avec 77,6 M de clients et ROBI Axiata avec 50,1 M, loin devant Banglalink (34,8 M) et l'opérateur public Teletalk (4,61 M).

En un an, le nombre d'utilisateurs d'internet s'est accru de 3 M et celui des abonnés au cellulaire de plus de 2 M.



- Banques – dégradation de la situation financière des succursales du réseau national.** Selon la *Bangladesh Bank*, le réseau bancaire traditionnel (à travers les succursales par opposition aux services par internet) a vu sa situation financière se dégrader depuis un an. En juin 2020, 1907 succursales (18%) sur un total de 10.465 ont affiché un résultat négatif, avec un taux de défaillance de 14% en juin 2019 (1403 bureaux déficitaires sur un réseau de 10.226) et 12% en décembre 2019. La dégradation marque une progression de 36% en un an. Quatre des six banques publiques sont particulièrement exposées : les deux banques agricoles *Bangladesh Krishi Bank* (BKB) et *Rajshahi Krishi Unnayan Bank* (RAKUB) atteignent des niveaux de défaillance alarmants (30% et 50% respectivement), devant JANATA et AGRANI. Dans les banques privées, PADMA BANK et AB BANK, en difficulté financière depuis plusieurs années, affichent des taux de défaillance de 50% et plus. Outre les problèmes récurrents de gouvernance, ces données reflètent la progression de la banque à distance, les usagers ayant largement déserté les implantations physiques pour opérer leurs transactions à distance, en raison de la pandémie. Cette tendance va conduire les banques à freiner le développement de leur réseau et développer les services à distance ; BRAC BANK, filiale de la principale ONG mondiale et spécialisée dans l'appui aux TPE et PME, a annoncé geler l'ouverture de nouvelles succursales.



BHOUTAN

- **Subvention de 3 M USD de la Banque asiatique de développement pour un projet pilote d'énergie renouvelable alternative.** Le projet a pour but de montrer la viabilité et la durabilité des panneaux solaires comme source alternative d'énergie et de revenu.

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **Moody's anticipe désormais un recul de 8,9% de l'économie indienne au cours de l'année civile 2020, contre une prévision antérieure d'une contraction de 9,6%.** Cette révision repose sur les espérances d'une reprise de l'économie, marquée par une reprise des bénéfices et un rebond des marchés après le fort ralentissement des affaires provoqué par le confinement national.
- **Nouvelle hausse marquée des prix en octobre.** L'Indice des prix à la consommation (IPC) a atteint un pic de près de six ans et demi (mai 2014) en octobre à 7,6% en g.a, après 7,3% le mois précédent. Il s'agit du septième mois consécutif d'un chiffre supérieur à 6% - la limite supérieure de la cible d'inflation fixée par la Banque centrale. Cette inflation élevée s'explique surtout par la hausse continue des prix alimentaires, particulièrement sensibles en octobre pour les légumes (+ 22,5 % en g.a en octobre), la viande (+ 18,7 %) et le poisson. La flambée des prix des légumes a été exacerbée par les dommages qu'ont subis les stocks d'oignons stockés et récoltés en raison des fortes pluies du mois dernier dans des États comme le Karnataka et le Mahārāshtra.
- **Redressement de la production industrielle, en croissance de 0,2% en g.a en septembre** après une contraction au cours des six mois précédents. Les assouplissements successifs des restrictions aux confinements ont permis de ramener l'activité industrielle à ses niveaux d'avant la COVID, soutenue également par une amélioration progressive de la demande intérieure.

Dans le détail :

La production minière a augmenté, après six mois consécutifs de baisse, de 1,4% en g.a en septembre contre une contraction de 9,0% en août. Cette embellie tient notamment à production de charbon robuste au mois de septembre. On notera qu'au cours du mois d'octobre, la *Coal India Limited* (CIL) a enregistré un rebond de 16 % de son activité par rapport à septembre.

La production d'électricité a progressé de 4,9% en g.a en septembre, après une contraction de 1,8% en août, et retrouve à près ses niveaux précovid 19 grâce à la reprise soutenue de la demande des entreprises ; la hausse de l'offre de charbon a également soutenu le segment de l'électricité thermique.

Le secteur manufacturier est certes toujours en contraction, mais de seulement - 0,6 % en septembre après - 7,9 % en août. En termes de sous-industries, les équipements électriques, ceux de transport, les produits en plastique et en caoutchouc et les produits pharmaceutiques ont connu une expansion. Cependant, la production dans des secteurs comme le prêt à porter, les textiles et les boissons a constitué un frein puissant pour l'ensemble du secteur.

Finances publiques

- **Nouvelles annonces de la ministre des Finances dans le cadre d'un «Atmanirbhar Bharat 3.0» (programme Self Reliant India 3.0).** Contrairement au premier paquet annoncé il y a quelques mois et davantage axé sur l'Inde rurale, la série d'annonces faite cette semaine comporte différentes mesures sur la consommation urbaine, les infrastructures et les secteurs touchés par Covid. Le gouvernement continue néanmoins de se concentrer sur des mesures à plus long terme, à même de relancer un cycle vertueux de consommation-investissement. A plus court terme, le coût budgétaire supplémentaire des mesures

annoncées, si tant est qu'il puisse être évalué de manière satisfaisante à ce stade, serait d'environ 0,6% du PIB pour l'exercice 2020-2021 qui s'achèvera fin mars 2021.

Parmi les mesures marquantes, on relèvera en particulier le lancement d'un programme d'allègement des contributions aux fonds de pension pendant deux ans pour les travailleurs recrutés depuis le 1^{er} octobre, ainsi qu'une prolongation du programme de ligne de crédit d'urgence pour les Micros et PME jusqu'au 31 mars 2021. Les allocations pour accéder à des logements abordables en milieu urbain sont également augmentées afin de soutenir les infrastructures et la construction et les infrastructures entreprises. Le gouvernement a également promis une injection de fonds propres de 60 milliards INR (0,68 milliard d'euros) pour le Fonds national d'investissement et d'infrastructure (NIIF) afin d'encourager un financement accru par l'emprunt. L'extension du système de garantie de crédit à 100% à 26 secteurs en difficulté (avec un encours de crédit compris entre 0,5 et 5 Mds INR, 5,7 - 57 M€) est aussi acté.

Le monde rural n'est toutefois pas oublié avec la hausse de l'allocation budgétaire en faveur des programmes d'emplois locaux, + 100 Mds INR (1,2 Mds€). Les subventions aux engrais ont également été augmentées de 650 Mds INR (7,3 Mds€), sur un budget de 713 Mds INR (8 Mds EUR).

- **Le gouvernement étend le programme d'incitations liées à la production (PLI) à 10 secteurs supplémentaires** (coût estimé à 1,46 trillions INR, 16,6 Mds€ sur les cinq prochaines années) **pour promouvoir le *Make in India***. Les segments retenus comprennent notamment l'automobile et les composants, les médicaments pharmaceutiques, les produits de télécommunications et de réseautage, les produits électroniques et la technologie qui s'y réfère, les biens alimentaires, les articles textiles, les aciers spéciaux, les modules solaires photovoltaïques à haut rendement et les batteries ACC.

Après prise en compte des programmes PLI déjà annoncés, notamment dans les secteurs de l'électronique et de la pharmacie, l'enveloppe budgétaire totale pour financer l'ensemble est estimée à ~ 1% du PIB sur une période de cinq ans. On notera que l'accent était mis initialement, pour le secteur pharmaceutique, sur les intermédiaires et les API; le régime est désormais étendu aux médicaments brevetés, aux médicaments génériques complexes et à d'autres produits pharmaceutiques.

Secteur bancaire

- **Légère embellie pour les banques.** Selon une enquête du *ET Intelligence Group*, réalisée auprès de 27 banques, le secteur bancaire domestique montrerait des signes positifs avec notamment un revenu net d'intérêt en hausse de 8,3% en glissement trimestriel (1 300 Mds INR au deuxième trimestre¹ contre 1 200 Mds INR au T1). Cette bonne performance serait notamment liée à la diminution des provisions sur les prêts non performants, en repli de 15,5% en g.t. (332,6 Mds INR contre 393,5 Mds INR au T1 et 546,3 Mds INR au T4 2019/20).
- **Les crédits bancaires en hausse de 5,1 % en g.a. et les dépôts de 10,1 % en g.a. fin octobre.** Selon les données de la RBI, les crédits atteignent 1033,9 Mds INR (13,92 Mds USD) et les dépôts 1 429,2 Mds INR (19,25 Mds USD). Un an plus tôt, le total des crédits bancaires étaient de 984 Mds INR (13,25 Mds USD) et les dépôts de 1 297,8 Mds INR (17,48 Mds USD). En septembre dernier, les crédits bancaires non alimentaires n'avaient progressé que de 5,8% en g.a. (contre 8,1% en g.a. en septembre 2019).

La croissance des crédits accordés au secteur secondaire avait été nulle (2,7% en g.a. en septembre 2019), alors que les crédits au secteur primaire avaient augmenté de 5,9% en g.a. (7% en g.a. en septembre 2019). Concernant la croissance des prêts, elle est de 9,1% en septembre pour les services contre 7,3% à la même période en 2019. Enfin, les prêts personnels accélèrent de 9,2% en septembre (16,6% en septembre 2019).

¹ L'exercice budgétaire indien se déroule du 1^{er} avril au 31 mars.

[Autres informations](#)

- **Publication de l'Interstate Migrant Policy Index pour 2019**, par le Think-tank India Migration Now. Cet indice mesure l'intégration des migrants dans leurs Etats d'accueil. Les Etats qui enregistrent les meilleurs résultats sont le Kerala (57), Goa (51) et l'Andhra Pradesh (51) tandis que Delhi fait partie des moins performants. Au total, on compte 455 millions de migrants internes en Inde et 54 millions d'entre eux étaient sur les routes après le confinement de mars. Au niveau national, l'IMPEX moyen n'est que de 37/100.

L'indice a pour but d'aider les décideurs politiques dans la prise de décisions pour tenter d'améliorer l'intégration des migrants. Le ministre des Finances a regretté à plusieurs reprises de n'avoir pas suffisamment de statistiques fiables pour qualifier correctement les mesures indispensables afin de répondre aux difficultés multiples créées par la pandémie.

MALDIVES

- **Notation souveraine dégradée à « CCC » par Fitch.** L'agence de notation Fitch a abaissé la note souveraine des Maldives de « B » à « CCC ». L'agence ne publie pas de perspective sur la note lorsque celle-ci est de « CCC » ou d'un niveau inférieur. Il s'agit de la deuxième dégradation depuis le début de l'année. Cette décision fait suite à la crise engendrée par l'épidémie du COVID-19 qui affecte sévèrement le secteur tourisme, contributeur majeur à l'économie maldivienne, et la dégradation des finances publiques du pays. Selon les estimations de l'agence de notation, la croissance pour 2020 devrait chuter de -30%, une des baisses les plus importantes dans le monde, avant un rebond pour 2021 estimé à +16%.

Ce rebond dépendra beaucoup du niveau de reprise du tourisme. Le scénario de base sélectionné par Fitch est une reprise progressive du tourisme en 2021 mais estime qu'un retour des arrivées au niveau pré-crise ne devrait avoir lieu qu'à partir de la fin 2022. Au T2 2020, le PIB a chuté de -51,6%. Par conséquent, il faut s'attendre à une forte hausse du déficit public, à -21,7% du PIB (contre -5,8% en 2019), qui pèsera de manière certaine sur un endettement déjà important. La dette de l'Etat pourrait atteindre 110,7% du PIB cette année, contre 62,6% en 2019.

Le ministère des Finances des Maldives a fait part de son désaccord sur cette dégradation. Il a notamment rappelé que les Maldives n'ont jamais fait défaut sur leur dette et que les autorités comptaient remplir leurs obligations financières, d'autant que la réouverture du pays le 15 juillet avait déjà permis une reprise progressive du tourisme.

- **Assouplissement des conditions de délivrance des visas de résidence pour les investisseurs étrangers.** Le Parlement a adopté un amendement à la loi sur l'immigration réformant les conditions de délivrance des visas de résidence pour les investisseurs étrangers (*corporate resident visa*). Ceux qui souhaitent obtenir ce visa doivent investir 250 000 USD aux Maldives ou déposer ce même montant sur un compte ouvert dans une banque maldivienne pendant 5 ans.

Cette réforme permettra ainsi aux Maldives d'attirer des dollars de l'étranger. Ce visa devra être renouvelé tous les 5 ans. Précédemment, cette catégorie de visas était accessible pour les personnes qui avaient investi au moins 50 M USD dans le pays ou déposé 1 M USD dans une banque locale pour une période d'au moins 2 ans, ou encore effectuer un investissement approuvé par les autorités d'au moins 1 M USD dans l'immobilier.

- **Interdiction des plastiques à usage unique d'ici à 2023.** Le conseil des ministres et le Président Solih ont approuvé une proposition du ministère de l'Environnement qui vise à l'élimination progressive des plastiques à usage unique d'ici à 2023. Le Président Solih avait annoncé la volonté des autorités maldiviennes de procéder à cette interdiction lors de son discours en 2019 à l'Assemblée générale des Nations Unies.

NEPAL

- **Multiplication par six des prêts en retard de paiement accordés par les institutions de microfinance lors du confinement.** Ces prêts ont atteint 45 Mds NPR (380 M USD) contre 6,85 Mds NPR (57,4 M USD) entre mi-mars et mi-juillet selon une enquête de la Banque centrale (NRB) intitulée *Impact of Covid-19 on Micro-Finance Institutions*. Le montant total des prêts des 84 institutions de microfinance s'établit à 262,73 Mds NPR (2,2 Mds USD) et les prêts en retard de remboursement atteignent 17% du total. La part de prêts non performants aurait été encore plus importante sans le gel de la classification des prêts instauré mi-janvier dernier. Selon l'étude de la NRB les PME, les plus ciblées par les micros prêts, ont été les plus touchées par le confinement.
- **Contraction du déficit commercial de 15,1% au premier trimestre 2020/21 (mi-juillet à mi-octobre).** Selon les statistiques du Centre pour la promotion du commerce et des exportations, les exportations népalaises ont progressé de 14,3% en g.a. (31,05 Mds NPR, 261,28 Mds USD) et les importations de 12,7% (292,27 Mds NPR, 2,46 Mds USD). Le déficit commercial s'établit à 261,22 Mds NPR (2,20 Mds USD) contre 310,78 Mds NPR (2,62 Mds USD) au T1 2019/20. Les exportations sont principalement composées d'huile de soja (24,5% des exportations) et les exportations de thé, d'huile essentielles et de pâtes sont en augmentation (237,5%, 84,3% et 84,5% en g.a.). Plus d'un tiers des exportations (38,6%) proviennent de PME et 35,1% des exportations sont des produits agroalimentaires. Du côté des importations, les produits en fer en acier, ainsi que les produits pétroliers, les machines et véhicules figurent parmi les produits les plus importés.
- **Seulement 18% du total des touristes de 2019 pour les dix premiers mois de l'année 2020.** 218 172 touristes étrangers sont venus visiter le Népal en 10 mois selon le Bureau du Tourisme Népalais (NTB), soit seulement 18% du total des touristes étrangers en 2019/20 (près d'1,2M). Une *Task force* a été mise en place au sein du bureau pour analyser les stratégies mises en œuvre concernant le tourisme et les protocoles sanitaires dans les autres pays. En outre, le NTB a lancé en septembre le *Desh Darshan programme* pour promouvoir le tourisme domestique. Mais, pour certains experts, il faudra attendre 2024/25 pour retrouver les niveaux de fréquentation observés avant la COVID-19.

PAKISTAN

- **Le niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale demeure stable en octobre.** Les réserves brutes s'établissent à 12,2 Mds USD au 29 octobre 2020, équivalent à 3,3 mois d'importation de biens et de services (à partir des données du T1 2020/21). Elles maintiennent ainsi leur niveau par rapport au mois précédent (+0,2 %) et par rapport à celui qui prévalait à la fin de l'exercice précédent (+0,4 %).

Pour mémoire, les dépôts effectués à la Banque centrale dans le cadre des accords de swap de devises mis en place avec certains pays partenaires sont pris en compte. Ils représentent 7 Mds USD au total, dont :

- 3 Mds USD de la Chine (Banque populaire de Chine) : accord initial conclu en décembre 2011 puis renouvelé en décembre 2014 et en mai 2018 ; l'accord en vigueur prévoit un montant de 3 Mds USD (ou 20 Mds RMB) pour une durée de trois ans.
- 2 Mds USD de l'Arabie saoudite : dépôt de 3 Mds USD en trois tranches de 1 Mds USD en novembre 2018, décembre 2018 et janvier 2019 pour une durée d'un an renouvelable dans la limite de trois ans ; la première tranche a été remboursée au Royaume le mois dernier.
- 2 Mds USD des Emirats arabes unis (Fonds d'Abu Dhabi pour le développement) : dépôt de 2 Mds USD en deux tranches de 1 Mds USD en janvier 2019 et février 2019 pour une durée d'un an renouvelable dans la limite de trois ans.

Dans le cadre de la facilité de crédit mise en place par le FMI en juillet 2019, les pays partenaires ont accepté de maintenir leur exposition sur la durée du programme, à savoir jusqu'en septembre 2022. Le programme soutenu par le Fonds étant toutefois suspendu depuis février 2020 (en attente de déboursement de la

troisième tranche), les autorités pakistanaises auraient entamé les négociations afin de sursoir au remboursement des échéances prévues ces prochains mois. Elles ont par ailleurs annoncé l'émission d'un Eurobond d'un montant de 1 Md USD en décembre 2020 ou janvier 2021.

- **Progression de la collecte fiscale sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021).** Selon un communiqué de presse officiel publié par l'administration fiscale (FBR), cette dernière aurait collecté 1 337 Mds PKR (7,1 Mds USD) d'impôts et taxes entre juillet et octobre 2020 (nets des remboursements effectués). Elle dépasse ainsi l'objectif de 1322 Mds PKR qu'elle s'était fixée. Le montant collecté sur la période considérée s'affiche en hausse de 3,8 % en glissement annuel.
- **Forte hausse des ventes de ciment sur les quatre premiers mois 2020/21.** Elles s'affichent en augmentation de 19,3 % en glissement annuel à 19,3 millions de tonnes sur la période s'étalant de juillet à octobre 2020. Les ventes sur le marché intérieur – qui représentent près de 81,3 % du total – enregistrent une hausse de 18 % qui témoigne de la reprise du secteur de la construction, tiré notamment par les grands projets d'infrastructure (barrages) et l'investissement privé dans l'immobilier privé. Les exportations progressent également de 29,3 % sur la période considérée.
- **La reprise du marché automobile se confirme sur les quatre premiers mois 2020/21.** Les ventes de véhicules automobiles ont progressé de 13 % en glissement annuel sur la période s'étalant de juillet à octobre 2020 pour atteindre 51 465 unités. Les ventes de tracteurs et de motocyclettes/tricycles s'affichent également en hausse de respectivement 24,1 % et de 19 % sur la période considérée. Les ventes de poids-lourds reculent quant à elles de 6 %. Il convient toutefois de noter la nette baisse de la production de véhicules automobiles sur la période considérée (-13,8 % en glissement annuel).

SRI LANKA

- **Assouplissement des normes de comptabilité des banques en matière de prêts.** Par une circulaire du 28 octobre, la Banque centrale (CSBL) a amendé la circulaire du 31 décembre 2018 relative aux standards de comptabilité (SLFRS 9) et qui s'appliquent aux instruments financiers des banques commerciales. Ces dernières doivent désormais s'appuyer sur les projections économiques publiées par la CBSL pour ajuster leur modèle de provisionnement de crédits. En cas de non-disponibilité de celles-ci, les banques peuvent faire appel à d'autres sources crédibles. Précédemment, les banques pouvaient se fonder sur les prévisions de la CBSL, du FMI ou de la Banque mondiale. Pour rappel, la CBSL anticipe une contraction du PIB de -1,7%, contre -4,6% en 2020 d'après le FMI.

La nouvelle circulaire permet aussi aux banques de disposer de plus de souplesse sur le provisionnement des prêts restructurés plus de deux fois à cause des conséquences de la pandémie du COVID-19 ou des attentats de Pâques 2019. Cela signifie que les banques se voient accorder plus de latitude pour évaluer la capacité des emprunteurs à rembourser ce type de prêts et, en conséquence, sur la nécessité ou non de les classer comme non-performants ('stage 3').

- **Extension pour 5 ans de l'aide indienne pour le développement de projets locaux.** Un protocole d'entente (*MoU*) a été signé le 10 novembre entre l'Inde et Sri Lanka afin de proroger de 5 ans le Programme de développement de projets communautaires à fort impact (HICDP). Ce programme a déjà permis de développer 64 projets pour un montant d'environ 20 Mds LKR. Ces projets, financés par un don des autorités indiennes, devront couvrir l'ensemble des 25 districts de l'île et favoriser le développement socio-économique de la région, notamment en termes de santé et d'éducation, mais aussi contribuer à la préservation de l'environnement et des sites culturels. Le montant total alloué à l'extension du programme est de 5 Mds LKR, avec un plafond de 300 M LKR pour chaque projet. Le ministère des Finances sri lankais est le point focal pour l'établissement de ce programme.

- Niveau stable de l'inflation en octobre à 4%.** Le taux d'inflation mesuré par le *Colombo Consumer Price Index* (CCPI, base 100 en 2013) s'élevait à +4% en glissement annuel en octobre (contre +4% en septembre et +4,1% en août). La hausse des prix des biens alimentaires a poursuivi son ralentissement en octobre, à +10% en g.a (contre +11,5% en septembre et +12,3% en août 2020). Par rapport au mois précédent, cette catégorie de biens a contribué légèrement à l'inflation, à hauteur de +0,3%. Les prix des biens non-alimentaires ont augmenté de +1,3% en g.a. (contre +0,9% en septembre et +0,8% en août). Par rapport au mois précédent, cette catégorie de biens a une contribution nulle à l'inflation en octobre. L'inflation CCPI au cours des 12 derniers mois s'établit en moyenne à +4,6%.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D



Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.